

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1921.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION (1).

XL

Revision des articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56
et 57 de la Constitution.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MASSON.

MESSIEURS,

Les propositions de la Chambre relatives au statut du Sénat n'ont pas reçu un accueil favorable de cette assemblée. Elles ont été presque toutes repoussées, proposition d'ordre secondaire aussi bien que celles qui touchent à des questions fondamentales.

Devant ce désaccord aussi profond peut-on entrevoir la possibilité d'une

(1) *Doc. parl.*, Chambre (session de 1919-1920) :

Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 47, n° 288^{IV}.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289^V.

Rapport de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 290^{VI}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 50, n° 291^{VII}.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 51, n° 292^{VIII}.

Rapport de MM. Neujean, Poncelet et Troclet concernant l'article 52, n° 293^{IX}.

Amendement à l'article 52, n° 358^X.

Amendement à l'article 47, n° 364^{XI}.

Rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 52, n° 379^{XII}.

Rapport complémentaire de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 380^{XIII}.

Premier rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 427^{XIV}.

Deuxième rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 483^{XV}.

(Voir suite des notes page 2.)

entente? Votre Commission a pensé qu'il ne fallait pas en écarter l'espoir; des pourparlers ont été engagés entre des délégués choisis par les Commissions respectives des deux assemblées.

L'échange de vues qui s'est produit a démontré que, de part et d'autre, on est disposé à la conciliation; sans engager leurs mandants, ni les assemblées dont il font partie, les délégués ont exposé les points sur lesquels des concessions pourraient se faire; l'indemnité parlementaire est la seule question sur laquelle il semblait que le Sénat restât réfractaire à toute transaction.

Un membre de la section a fait observer que du côté du Sénat les points sur lesquels portaient les négociations constituaient un ensemble, formaient bloc, et que si l'on voulait maintenir l'allocation d'une indemnité, les autres propositions seraient retirées.

Doc. parl., Sénat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200 et 229 de la session de 1919-1920.

Moniteur Belge : 3 décembre 1920, sanction des articles 48, 50 et 52 (15 novembre 1920).

Moniteur Belge : 10 février 1921, sanction de l'article 47 et de la disposition transitoire s'y rapportant (7 février 1921).

Doc. parl., Chambre (session de 1920-1921).

Rapport de M. Masson concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57, n° 94^{xvi}.

Amendements à l'article 26, n° 105^{xvii}.

Amendements à l'article 53, n° 138^{xviii} et 149^{xix}.

Disposition transitoire annexée à l'article 53, n° 155^{xx}.

Rapport de M. Masson concernant la disposition transitoire à l'article 53, n° 160^{xxi}.

Rapport de M. Max concernant l'article 108, alinéa 2, n° 2°, n° 206^{xxii}.

Rapport de M. Huysmans concernant le referendum (art. 26), n° 207^{xxiii}.

Amendement du Gouvernement à l'article 108, alinéa 2, 2°, n° 242^{xxiv}.

Proposition de M. Troclet (consultation populaire), n° 243^{xxv}.

Amendement de M. Van Remoortel à la proposition de M. Troclet (art. 26), n° 246^{xxvi}.

Rapport de M. Begerem concernant les Cours d'appel (art. 104), n° 248^{xxvii}.

Rapport de Mechelynck concernant la Cour de Cassation (art. 95, al. 1^{er}), n° 254^{xxviii}.

Rapport de M. Masson concernant la Procédure de revision (art. 131), n° 255^{xxix}.

Amendements de MM. Lemonnier et Troclet (referendum), n° 259^{xxx}.

Rapport de M. Helleputte concernant la garde-civique (art. 122 et 123), n° 284^{xxxi}.

Rapport de M. Mechelynck concernant le Conseil d'État et Cour du contentieux administratif (art. 26, 105 et 106), n° 288^{xxxii}.

Texte de l'article 53 amendé par le Sénat, n° 290^{xxxiii}.

Texte de l'article 55 amendé par le Sénat, n° 299^{xxxiv}.

Rapport complémentaire de M. Huysmans sur l'article 26, n° 307^{xxxv}.

Propositions relatives au referendum, n° 315^{xxxvi}.

Texte de l'article 26 transmis par le Sénat, n° 330^{xxxvii}.

Texte de l'article 27 amendé par le Sénat, n° 331^{xxxviii}.

Texte de l'article 55 amendé par le Sénat, n° 332^{xxxix}.

Doc. parl., Sénat : n° 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107, 129, 131, 132, 134 et 136 (sessions de 1920-1921).

(2) Composition de la Commission, n° 50^u de la session 1919-1920.

* * *

Nous allons passer en revue les articles en discussion, dans l'ordre de leur importance.

Dégageons d'abord les points sur lesquels on est d'accord, ce ne sera pas long.

Le Sénat approuve l'augmentation du nombre des Sénateurs élus par les conseils provinciaux, sa proportionnalité avec la population et l'application de la Représentation proportionnelle (art. 53).

Il approuve l'abolition du sens d'éligibilité et le texte nouveau de l'article 56^{bis} qui dit que « les Sénateurs élus par les conseils provinciaux doivent réunir les » conditions prescrites par l'article 56 », affaire de pure forme.

Enfin il s'est rallié à l'article transitoire qui confère le droit de participer aux élections sénatoriales aux femmes admises au Droit de suffrage pour la Chambre des Représentants.

Abordons à présent les objets sur lesquels les conceptions du Sénat se différencient de celles de la Chambre.

I. — L'article 27 reconnaît le droit d'initiative à chacune des trois branches du pouvoir législatif avec cette restriction que toute loi relative aux recettes et aux dépenses de l'Etat ou au contingent de l'armée doit d'abord être votée par la Chambre des Représentants.

Par 78 voix contre 59, la Chambre a décidé de maintenir cette prérogative.

Le Sénat, avec un léger changement de texte, demande de l'abolir; nous aurions mauvaise grâce de nous y opposer.

II. — La Chambre a proposé la suppression du cens comme condition d'éligibilité, et a ajouté à l'énumération des conditions fixées par la Constitution et qui sont maintenues, la phrase suivante : « Aucune autre condition d'éligibilité ne peut être reprise. »

Le Sénat a repoussé cette addition.

Inclinons nous : aussi bien une autre condition ne pourra être introduite que par une nouvelle revision de la Constitution.

III. — La Constitution fixe la durée du mandat des Députés à quatre ans, des Sénateurs à huit ans, avec renouvellement de la Chambre, par moitié, tous les deux ans ; du Sénat, tous les quatre ans.

Il a été décidé de mettre fin au renouvellement partiel de la Chambre ; la même règle sera appliquée au Sénat. Mais le Sénat s'oppose à la réduction de la durée du mandat de Sénateur, et veut maintenir le terme de huit ans. Nous avons signalé les inconvénients graves de la dualité des dispositions : conflits permanents si les élections de la Chambre déplacent la majorité ou modifient sensiblement les groupes. Fatalement il faudra recourir fréquemment à la dissolution des deux Chambres, ou du Sénat, et par voie de conséquence dissoudre des Conseils provinciaux. Inutile de faire ressortir les fâcheux effets du système.

La Commission a rejeté la proposition du Sénat par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

Le mandat de quatre ans a été voté par 11 voix et 2 abstentions.

IV. — La Constitution prévoit deux catégories de sénateurs.

Votre Commission avait maintenu cette disposition dans l'amendement que nous avons signalé plus haut.

Le Sénat en ajoute une troisième : les sénateurs cooptés, dont il détermine l'origine et le nombre de la manière suivante :

« Le Sénat se compose....

» 3° Des membres choisis directement par le Sénat à concurrence de la moitié du nombre des Sénateurs élus par les Conseils provinciaux.

» L'élection des Sénateurs repris sub numeris 2° (choisis par les Conseils provinciaux) et 3° se fait au scrutin des listes d'après le système de représentations proportionnelles que la loi détermine. » Par esprit de conciliation, la Commission, par 6 voix contre 5 et 4 abstentions, s'est ralliée à la proposition, sauf à y ajouter un amendement ainsi conçu :

« Ces membres (les Sénateurs cooptés) sont désignés après chaque renouvellement du Sénat, par les sénateurs élus par application des §§ 1° et 2° du présent article. »

La représentation proportionnelle sera appliquée aux sénateurs cooptés; la loi en déterminera le système.

V. — L'électorat (art. 53).

La Constitution l'établit comme suit :

« Le Sénat se compose : 1° de membres élus, à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47; toutefois la loi peut exiger que les électeurs soient âgés de 30 ans accomplis; »

La Chambre a voté l'abrogation du second alinéa de cet article.

Le Sénat, soucieux de différencier les deux assemblées et considérant que le plus sûr moyen d'y parvenir consiste à leur assigner des origines distincts, n'a pas accepté l'amendement de la Chambre; il n'a pas maintenu non plus le deuxième alinéa de la Constitution; il propose de le remplacer par le texte suivant :

« Toutefois les électeurs doivent être âgés de 30 ans accomplis. »

Le Sénat fait retour en arrière; il substitue l'entrave constitutionnelle à l'entrave législative, pour empêcher l'abaissement de l'âge électoral.

Pourquoi 30 ans? « Parce qu'à cet âge l'homme a acquis de l'expérience et s'est le plus souvent créé un foyer qui lui impose des devoirs et des responsabilités; que le choix de pareils électeurs aura plus d'autorité que la masse des jeunes gens de 21 ans. »

Ces considérations peuvent s'appliquer aussi bien aux électeurs âgés de 25 ans, — et un membre de la Commission avait proposé ce moyen terme, mais elles sont inopérantes devant la situation créée par la législation en vigueur.

Par quel corps électoral se fera l'élection sénatoriale de demain?

Sera-ce par le collège d'électeurs âgés de 30 ans, tel que l'a établi la loi de 1894? Non pas. Cette loi est virtuellement abrogée.

Ce corps électoral n'existe plus, les listes qui doivent le constituer n'ont pas été dressées.

La loi du 31 mars 1920 résoud la question : « S'il doit être procédé à des élections législatives, dit-elle, avant que les listes nouvelles soient entrées en vigueur, il sera fait usage des listes électorales arrêtés le 25 août 1919, en vertu de la loi du 9 mai de la même année. »

Pour la seconde fois le Sénat sera élu par un corps électoral composé de citoyens âgés de 21 ans (en seront exclus toutefois ceux qui n'ont atteint cet âge qu'après le 25 août 1919). Peut-on supposer que ce corps électoral donnera mission à ses mandataires de retirer le droit de suffrage à un grand nombre de ses mandataires? Ceux qui l'auront déjà exercé?

Il ne faut pas y penser. Rétablir le suffrage de 30 ans, après cette double épreuve, se justifierait malaisément au temps où nous sommes : l'électorat à trente ans combiné avec le mandat de huit ans, aboutirait à ce résultat que l'électeur ne serait appelé à faire valoir sa volonté sur la composition du Sénat qu'une ou deux fois dans sa vie.

La proposition qui nous est envoyée par le Sénat a été soumise à la Chambre, lors du débat sur les articles à reviser; elle a été repoussée par 111 voix contre 48. La Chambre a voté ensuite l'âge de 21 ans par 115 voix contre 29 et 15 abstentions.

Elle ne se déjugera certainement pas sur une question de pareille importance, et votre Commission est d'avis de rester fidèle aux résolutions premières.

Elle a écarté à nouveau l'âge de 30 ans par 8 voix contre 2 et 4 abstentions.

Si le Sénat persistait, l'article 53 resterait debout, mais il est à prévoir que, au lendemain de l'élection, la proposition serait faite d'abaisser à 21 ans l'âge des électeurs; cette proposition recueillerait sans doute la majorité des suffrages, et ainsi serait mis à néant le projet du Sénat.

VI. — L'indemnité parlementaire.

Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui ont déterminé la Chambre à introduire cette disposition nouvelle dans la Constitution; elles n'ont pas été réfutées. La Commission du Sénat, saisie des propositions de la Chambre, n'a rien ajouté aux raisons invoquées précédemment pour motiver son opposition.

La Chambre s'est prononcée pour l'indemnité par 100 voix contre 25 et 5 abstentions.

Votre Commission pourtant, ne voulant pas être taxée d'intransigeance, a recherché si un accommodement ne serait pas possible et elle a cru le trouver dans l'abrogation pure et simple de l'article 57, lequel déclare que « les Sénateurs ne reçoivent ni traitement ni indemnité ».

Par cette proposition transactionnelle qui a été votée par 12 voix contre 2, l'indemnité ne sera plus inscrite dans la Constitution, mais l'interdiction n'y sera pas maintenue non plus. Le pouvoir législatif délibérera sur le point de savoir s'il y a lieu d'allouer une indemnité et, dans l'affirmative, quelle sera l'indemnité.

VII. — La solution des conflits.

Le rapport précédent a exposé le système préconisé par le Sénat pour résoudre les conflits.

Votre Commission ne s'y est pas ralliée. La Chambre n'a pas eu à se prononcer, la proposition du Sénat ne lui ayant pas été soumise.

Le Sénat maintient sa manière de voir.

Votre Commission persiste à croire que des conflits sur des sujets importants ne sont pas plus à craindre dans l'avenir que dans le passé, que si une opposition persistante venait à se produire entre les deux assemblées, le meilleur moyen d'y mettre fin serait la dissolution des deux Chambres ou de l'une d'elles.

Il faut ajouter que la proposition du Sénat est assez imprécise : elle prévoit la constitution d'un Comité « chargé d'établir l'accord entre les deux assemblées. » Puis elle ajoute : « le projet arrêté par ce Comité est soumis séparément à l'une ou l'autre Chambre. »

Comment les choses se passeront-elles ? Ou bien les délégués ne pourront pas s'entendre, et l'affaire en restera là ; ou bien ils trouveront une formule transactionnelle, et alors chaque assemblée aura à se prononcer ; si elle est adoptée par l'une d'elles et rejetée par l'autre, le Roi pourra la soumettre au referendum.

La combinaison préconisée ne produira donc ses effets que dans la seconde hypothèse ; elle ne permettra pas de résoudre tous les conflits.

Peut-on dire que le referendum donnera une solution satisfaisante ?

On a fait justement observer que l'idée est assez singulière de demander au corps électoral de se prononcer sur des questions à l'examen desquelles il ne sera pas préparé, et de voter des textes de loi sur lesquels des parlementaires n'ont pas pu s'entendre. Quelle autorité pense-t-on qu'un projet de loi pourra tirer d'une adhésion donnée dans de pareilles circonstances ?

Enfin la proposition parle de referendum sans indiquer les règles fondamentales auxquelles il faudra se conformer. On en remet le soin au pouvoir législatif, mais dès qu'il s'agit de conférer le pouvoir de voter des lois, il importe que la Constitution dise elle-même par qui et dans quelles conditions ce vote sera exercé, comme elle prend soin de le faire quand il s'agit d'établir le droit de suffrage.

Pour ces raisons, et en dépit du désir qu'elle éprouvait de donner des satisfactions au Sénat dans cette affaire, votre Commission, par 11 voix contre 1 et 2 abstentions, a repoussé les amendements proposés.

Comme conclusion de cet exposé, votre Commission vous propose d'adopter les articles dont le texte est énoncé ci après.

Le Rapporteur,

FULG. MASSON.

Le Président,

ÉM. BRUNET.

(7)

(ANNEXE AU N° 476)

REVISION DE LA CONSTITUTION

Revision des articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55,
56 et 57.

TABLEAU DES TEXTES

I.**Textes actuels.**
—**ART. 26.**

Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des Représentants et le Sénat.

ART. 27.

L'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.

II.**Textes adoptés par la Chambre
des Représentants.**
—**ART. 26.**

Sans changement.

ART. 27.

L'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.

III.

Textes adoptés par le Sénat.

ART. 26.

Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des Représentants et le Sénat.

Lorsqu'un projet de loi adopté par l'une des deux Chambres est rejeté par l'autre ou n'est adopté qu'avec des modifications, il est soumis à une deuxième discussion dans chacune des deux Chambres.

Si le désaccord persiste, chaque Chambre désigne un nombre égal de membres chargés de se constituer en un comité mixte et secret à l'effet d'établir l'accord des deux assemblées.

Le projet arrêté par ce comité est soumis séparément à l'une et à l'autre Chambre.

S'il est adopté par l'une d'elles et que l'autre le rejette, le Roi peut le soumettre au referendum dans les formes prévues par la loi.

Le projet est caduc si la majorité des électeurs qui ont pris part au vote n'y est pas favorable.

Si la majorité de ces électeurs est favorable au projet, il est soumis à la sanction royale. (*Adopté le 2 juin 1921.*)

ART. 27.

L'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.

IV.

Textes proposés par la Commission

ART. 26.

Texte actuel de la Constitution.

ART. 27.

Texte voté par le Sénat.

Texte actuel.

Néanmoins, toute loi relative aux recettes ou aux dépenses de l'État, ou au contingent de l'armée, doit d'abord être votée par la Chambre des Représentants.

ART. 53.

Le Sénat se compose :

1° De membres élus, à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47 ; toutefois la loi peut exiger que les électeurs soient âgés de trente ans accomplis. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces Sénateurs ;

2° De membres élus par les conseils provinciaux, au nombre de deux par province ayant moins de 500,000 habitants, de trois par province ayant de 500,000 à 1 million d'habitants et de quatre par province ayant plus de 1 million d'habitants.

Textes adoptés
par la Chambre des Représentants.

Néanmoins, toute la loi relative aux budgets de l'État ou au contingent de l'armée, doit d'abord être votée par la Chambre des Représentants.

ART. 53.

Le Sénat se compose :

1° De membres élus en raison de la population de chaque province conformément à l'article 47. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces Sénateurs ;

2° De membres élus par les conseils provinciaux dans la proportion d'un Sénateur sur 200,000 habitants : tout excédent de 125,000 habitants au moins donne droit à un siège de plus.

Toutefois, leur nombre ne peut être inférieur à trois par province quelle qu'en soit la population.

L'élection des Sénateurs se fait au scrutin de liste d'après le système de représentation proportionnelle que la loi détermine.

Textes adoptés par le Sénat.

Alinéa 2 supprimé.
(Adopté le 2 juin 1921.)

ART. 53.

Le Sénat se compose :

1° De membres élus, à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47; toutefois, les électeurs doivent être âgés de trente ans accomplis. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces Sénateurs;

2° De membres élus par les conseils provinciaux dans la proportion d'un Sénateur sur 200,000 habitants; tout excédent de 125,000 habitants au moins donne droit à un siège de plus.

Toutefois, leur nombre ne peut être inférieur à trois par province quelle qu'en soit la population.

3° De membres choisis directement par le Sénat à concurrence de la moitié du nombre des Sénateurs élus par les conseils provinciaux.

L'élection des Sénateurs repris *sub* numéris 2° et 3° se fait au scrutin de liste d'après le système de représentation proportionnelle que la loi détermine. (Adopté le 19 mai 1921.)

Textes proposés par la Commission.

ART. 53.

Le Sénat se compose :

1° De membres élus, à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces Sénateurs;

2° Des membres élus par les conseils provinciaux dans la proportion d'un Sénateur sur 200,000 habitants; tout excédent de 125,000 habitants au moins donne droit à un siège de plus.

Toutefois, leur nombre ne peut être inférieur à trois par province quelle qu'en soit la population.

3° De membres choisis directement par le Sénat à concurrence de la moitié du nombre des Sénateurs élus par les conseils provinciaux.

L'élection des Sénateurs repris sous les numéros 2° et 3° se fait au scrutin de liste d'après le système de représentation proportionnelle que la loi détermine.

Les membres sont désignés après chaque renouvellement du Sénat par les Sénateurs élus par application des nos 1° et 2° du présent article.

Textes actuels.

ART. 54.

Le nombre des Sénateurs élus directement par le corps électoral est égal à la moitié du nombre des membres de la Chambre des Représentants.

ART. 55.

Les Sénateurs sont élus pour huit ans; ils sont renouvelés par moitié tous les quatre ans, d'après l'ordre des séries déterminé par la loi électorale.

En cas de dissolution, le Sénat est renouvelé intégralement.

ART. 56.

Pour pouvoir être élu et rester Sénateur, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Jouir des droits civils et politiques;
- 3° Être domicilié en Belgique;
- 4° Être âgé au moins de quarante ans;
- 5° Verser au trésor de l'État au moins 1,200 francs d'impositions directes, patentes comprises; ou être soit propriétaire, soit usufruitier d'immeubles situés en Belgique dont le revenu cadastral s'élève au moins à 12,000 fr.

Dans les provinces où le nombre de ces éligibles n'atteint pas la proportion

Textes adoptés
par la Chambre des Représentants.

ART. 54.

Sans changement.

ART. 55.

Les Sénateurs sont élus pour quatre ans; le Sénat est renouvelé intégralement tous les quatre ans.

ART. 56.

Pour pouvoir être élu Sénateur, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Jouir des droits civils et politiques;
- 3° Être domicilié en Belgique;
- 4° Être âgé au moins de 40 ans.

Aucune autre condition d'éligibilité ne peut être requise.

Textes adoptés par le Sénat.

Textes proposés par la Commission.

ART. 54.

ART. 54.

Sans changement.

Sans changement

ART. 55.

ART. 55.

Les Sénateurs sont élus pour huit ans.
Le Sénat est renouvelé tous les huit ans.

Maintien du texte adopté par la
Chambre au premier vote.

En cas de dissolution du Sénat, le Roi
peut dissoudre les Conseils provinciaux.

L'acte de dissolution contient convo-
cation des électeurs provinciaux dans
les quarante jours et des conseils pro-
vinciaux dans les deux mois. (*Adopté le
2 juin 1921.*)

ART. 56.

ART. 56.

Pour pouvoir être élu Sénateur, il
faut :

Texte du Sénat.

1° Être Belge de naissance ou avoir
reçu la grande naturalisation;

2° Jouir des droits civils et politi-
ques;

3° Être domicilié en Belgique;

4° Être âgé de quarante ans au
moins. (*Adopté le 25 mai 1921.*)

Textes actuels.

de 1 sur 5,000 habitants, la liste est complétée par les plus imposés de la province jusqu'à concurrence de cette proportion. Les citoyens portés sur la liste complémentaire ne sont éligibles que dans la province où ils sont domiciliés.

ART. 56^{bis}.

Les Sénateurs élus par les conseils provinciaux sont dispensés de toute condition de cens ; ils ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les élit ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures.

ART. 57.

Les Sénateurs ne reçoivent ni traitement ni indemnité.

Textes adoptés
par la Chambre des Représentants.ART. 56^{bis} (1).

Les Sénateurs élus par les conseils provinciaux doivent réunir les conditions prescrites par l'article 56 ; ils ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les élit ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures.

ART. 57.

Chaque membre du Sénat jouit d'une indemnité annuelle à fixer par la loi.

Il a droit, en outre, au parcours sur toutes les voies de communication exploitées ou concédées par l'État.

La loi détermine les moyens de transport que les Sénateurs peuvent utiliser gratuitement en dehors des voies ci-dessus prévues.

Une indemnité annuelle à imputer sur la dotation destinée à couvrir les dépenses du Sénat, peut être attribuée au Président de cette assemblée.

Le Sénat détermine le montant des retenues qui peuvent être faites sur l'indemnité à titre de contribution aux caisses de retraite ou de pension qu'il juge à propos d'instituer.

(1) Le texte de la Chambre a été adopté par le Sénat.

Textes adoptés par le Sénat.

Textes proposés par la Commission.

ART. 57.

Maintien du texte actuel.

ART. 57.

L'article 57 est abrogé.

Textes actuels.

Textes adoptés par la Chambre
des Représentants.

Disposition transitoire (1).

Les femmes admises au droit de suffrage pour la Chambre des Représentants concurremment avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, sont admises également à participer à l'élection des membres du Sénat visés au 1° de l'article 53.

(1) Ce texte a été adopté par le Sénat.

(A)

(N° 476)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 JULI 1924.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET (1).

XL

Herziening van de artikelen 26, 27, lid 2, 53, 54, 55,
56 en 57 der Grondwet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MASSON**.

MIJNE HEEREN,

De voorstellen der Kamer betreffende het statuut van den Senaat werden in deze vergadering niet goedgeunstig onthaald. Bijna alle werden ze verworpen, zoowel die welke een bijkomend belang als die welke een hoofdbelang opleverden.

Mag men, tegenover dit zoo grondig verschil van opvatting, de mogelijkheid eener verstandhouding voorzien? Uwe Commissie was van gevoelen dat die hoop

(1) *Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1919-1920) :*

Verklaringen van de Wetgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n° 296) en
Na te komen regelen tot herziening, n° 41^I.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n° 287^{III}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n° 288^{IV}.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n° 289^V.

Verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n° 290^{VI}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 50, n° 291^{VII}.

Verslag van den heer Neujean over artikel 51, n° 292^{VIII}.

Verslag van de heeren Neujean, Poncelet en Troclet over artikel 52, n° 293^{IX}.

Amendement op artikel 52, n° 358^X.

Amendement op artikel 47, n° 364^{XI}.

Aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 52, n° 379^{XII}.

Aanvullend verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n° 380^{XIII}.

Eerste aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n° 427^{XIV}.

Tweede aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n° 433^{XV}.

(Zie vervolg der nota's bladzijde 2.)

H

niet mocht opgegeven worden; onderhandelingen werden aangeknoopt tusschen afgevaardigden verkozen door de respectieve Commissiën van beide vergaderingen.

Uit de gevoerde gedachtenwisseling is gebleken dat men van beide zijden verzoeningsgezind is; zonder hunne mandaten noch de vergaderingen, waartoe zij behooren, te willen binden, hebben de afgevaardigden uiteengezet over welke punten toegevingen zouden kunnen gedaan worden; de parlementaire vergoeding is de eenige zaak, waarover de Senaat halsstarrig onverzoenbaar scheen.

Een lid van de Commissie deed aanmerken dat, voor den Senaat, de punten, waarover onderhandeld werd, een geheel uitmaakten en dat de overige voorstellen zouden ingetrokken worden, bijaldien men niet wilde afzien van de toekenning eener vergoeding.

Gedrukte stukken van den Senaat : n^{os} 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200, 229 van het zittingsjaar 1919-1920.

Belgisch Staatsblad : 3 December 1920, bekrachtiging der artikelen 48, 50 en 52 (15 November 1920).

Belgisch Staatsblad : 10 Februari 1921, bekrachtiging van artikel 47 en van de desbetreffende overgangsbepaling (7 Februari 1921).

Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1920-1921) :

Verslag van den heer Masson over de artikelen 26, 27, lid 2, 53, 54, 55, 56, 56bis en 57, n^o 94^{xvi}.

Amendementen op artikel 26, n^o 105^{xvii}.

Amendementen op artikel 53, n^{os} 133^{xviii} en 149^{xix}.

Overgangsbepaling gevoegd bij artikel 53, n^o 133^{xx}.

Verslag van den heer Masson over de overgangsbepaling bij artikel 53, n^o 160^{xxi}.

Verslag van den heer Max over artikel 108, lid 2, n^o 2, n^o 205^{xxii}.

Verslag van den heer Huysmans over het referendum (art. 26), n^o 207^{xxiii}.

Amendement van de Regeering op artikel 108, lid 2, 2^o, n^o 242^{xxiv}.

Voorstel van den heer Troclet (Volksraadpleging), n^o 243^{xxv}.

Amendement van den heer Van Remoortel op het voorstel-Troclet (art. 26), n^o 245^{xxvi}.

Verslag van den heer Begerem over de Hoven van Beroep (art. 104), n^o 248^{xxvii}.

Verslag van den heer Mechelynck over het Verbrekingshof (art. 95, al. 1, n^o 254^{xxviii}).

Verslag van den heer Masson over de na te komen regelen tot herziening (art. 131), n^o 255^{xxix}.

Amendementen van de heeren Lemonnier en Troclet (referendum), n^o 259^{xxx}.

Verslag van den heer Helleputte over de burgerwacht (art. 122 en 123), n^o 281^{xxxi}.

Verslag van den heer Mechelynck over den Raad van State en het Hof voor geschillen van bestuur (art. 26, 103 en 106), n^o 288^{xxxii}.

Tekst van artikel 53 gewijzigd door den Senaat, n^o 290^{xxxiii}.

Tekst van artikel 55 gewijzigd door den Senaat, n^o 299^{xxxiv}.

Aanvullend verslag van den heer Huysmans op artikel 261, n^o 307^{xxxv}.

Voorstellen betreffende het referendum, n^o 315^{xxxvi}.

Tekst van artikel 26 door den Senaat overgemaakt, n^o 330^{xxxvii}.

Tekst van artikel 27 door den Senaat gewijzigd, n^o 331^{xxxviii}.

Tekst van artikel 55 door den Senaat gewijzigd, n^o 332^{xxxix}.

Gedrukte stukken van den Senaat : n^{os} 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107, 129, 131, 132, 134 en 136 (zittingsjaar 1920-1921).

(2) Samenstelling van de Commissie, n^o 50ⁱⁱ van het zittingsjaar 1919-1920.

*
*
*

Wij onderzoeken hierna de in behandeling zijnde artikelen naar de orde van hunne belangrijkheid.

Laat ons eerst bepalen over welke zaken men het eens is; dit zal niet lang duren.

De Senaat stemt in met de vermeerdering van het getal senatoren door de provinciale raden verkozen, met zijne getalsterkte naar evenredigheid van de bevolking en met de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging (art. 53).

Hij keurt de afschaffing goed van de belastingplichtigheid als vereischte tot verkiesbaarheden, hij vereenigt zich met den nieuwen tekst van artikel 56^{bis}, luidende : « De Senatoren, door de provinciale raden gekozen, moeten voldoen aan de vereischten gesteld bij artikel 56 », wat slechts eene zaak is van louter vorm.

Eindelijk sluit hij zich aan bij de overgangsbepaling, waarbij de vrouwen, toegelaten tot het stemrecht voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, eveneens worden toegelaten tot het deelnemen aan de verkiezingen voor den Senaat.

Thans gaan wij over tot de punten, waarover de opvattingen van den Senaat met die van de Kamer verschillen.

I. — Artikel 27 kent het recht van voordracht toe aan elk van de drie takken der wetgevende macht, met deze beperking dat elke wet betreffende de ontvangsten of de uitgaven van den Staat ofwel betreffende het legercontingent eerst door de Kamer der Volksvertegenwoordigers moet worden aangenomen.

Met 78 tegen 59 stemmen heeft de Kamer beslist deze overgangsbepaling te behouden.

De Senaat vraagt ze te doen wegvallen; wij zouden niet goed handelen, moesten wij ons daartegen verzetten.

II. — De Kamer heeft voorgesteld de belastingplichtigheid te doen vervallen als vereischte tot verkiesbaarheid en zij heeft, na de vermelding van de vereischten, die door de Grondwet zijn bepaald en die behouden blijven, den volgenden zin toegevoegd : « Er kan geen ander vereischte tot verkiesbaarheid worden gesteld. »

De Senaat heeft deze toevoeging afgewezen.

Laat ons daaraan toegeven : immers, geen ander vereischte kan worden gesteld dan ten gevolge van eene nieuwe herziening der Grondwet.

III. — De Grondwet bepaalt den duur van het mandaat der Volksvertegenwoordigers op vier jaar, dat der Senatoren op acht jaar met vernieuwing van de helft der Kamer om de twee jaren, der Senatoren om de vier jaren.

Er werd beslist, de Kamer niet meer bij gedeelte te vernieuwen; dezelfde regel zal toegepast worden op den Senaat. Doch de Senaat verzet zich tegen de vermindering van den duur van het mandaat zijner leden en wil den termijn van acht jaar behouden. Wij hebben gewezen op de ernstige bezwaren van deze tegenstrijdige bepalingen : bestendige geschillen zoo de verkiezingen voor

de Kamer de meerderheid verplaatsen of de verhouding onder de groepen merkkelijk wijzigen. Noodzakelijkerwijs zal men vaak moeten overgaan tot de ontbinding van beide Kamers of van den Senaat en, als onvermijdelijk gevolg, van de Provinciale raden. Op de ergelijke gevolgen van het stelsel dient niet te worden gewezen.

De Commissie verwierp, met 10 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen, het voorstel van den Senaat.

De duur van het mandaat (vier jaar) werd goedgekeurd met 14 stemmen en 2 onthoudingen.

IV. — De Grondwet voorziet twee categorieën van Senatoren.

Onze Commissie had deze bepaling behouden in het amendement, waarop wij hooger hebben gewezen.

De Senaat voegt er eene derde categorie bij : de Senatoren benoemd bij onderlinge aanvulling, waarvan hij de verkiezing en het getal op de volgende wijze bepaalt :

- « De Senaat is samengesteld...
- » 3^o Uit leden rechtstreeks benoemd door den Senaat ten bedrage van de helft » van het getal Senatoren die door de provinciale raden worden gekozen.
- » De verkiezing der Senatoren bedoeld bij de n^o 2^o (gekozen door de provin- » ciale raden) en 3^o geschiedt bij stemming op lijst volgens het stelsel van even- » redige vertegenwoordiging, door de wet bepaald. »
- Uit een geest van verzoening heeft de Commissie, met 6 stemmen tegen 5 en 4 onthoudingen, zich aangesloten bij dit voorstel, mits toevoeging van een amendement, dat luiden zou :
- « Die leden (de Senatoren benoemd bij onderlinge aanvulling) worden, na » elke vernieuwing van den Senaat, aangewezen door de Senatoren, die bij » toepassing van de n^o 1^o en 2^o van dit artikel gekozen zijn.
- » De evenredige vertegenwoordiging wordt op de bij onderlinge aanvulling » benoemde Senatoren toegepast; de wet bepaalt het stelsel daarvan. »

V. — Kiesrecht (art. 53).

De Grondwet regelt dit als volgt :

- » De Senaat is samengesteld : 1^o uit leden, naar de bevolking van elke » provincie gekozen overeenkomstig artikel 47; de wet mag echter eischen dat » de kiezers volle 30 jaar oud zijn. »

De Kamer heeft het tweede lid van dit artikel doen wegvallen.

Om het onderscheid tusschen de twee Vergaderingen te behouden, heeft de Senaat, in de overtuiging dat het zekerste middel daartoe was een verschil van de wijze van verkiezing, het amendement van de Kamer niet aangenomen; hij heeft ook niet het weglaten van lid 2 van dit artikel goedgekeurd. De Senaat stelt voor, het te vervangen door den volgende tekst :

- « De kiezers moeten echter volle dertig jaar « oud zijn ».

Dit is zeker geen vooruitgang. De Senaat vervangt inderdaat het wetgevend

beletsel door het grondwettelijk beletsel om de verlaging van den leeftijd voor de kiesbevoegdheid onmogelijk te maken.

Waarom 30 jaar ? « Omdat, op dien leeftijd, de mensch ondervinding heeft » opgedaan en gewoonlijk een gezin heeft gesticht, wat hem plichten en eene » verantwoordelijkheid oplegt; omdat de keuze door zulke kiezers gedaan, meer » gezag zal hebben dan de massa der jonge lieden van 21 jaar. »

Deze overwegingen kunnen even goed in 't midden gebracht worden voor de kiezers van 25 jaar, en een lid van de Commissie stelde dit tusschencijfer voor. Zij zijn echter zonder uitwerking wegens den toestand, in 't leven geroepen door de bestaande wetgeving.

Welk kiezerskorps zal voortaan de Senatoren verkiezen?

Zullen het de 30-jarige kiezers zijn, zooals dit werd vastgesteld door de wet van 1894?

Toch niet; deze wet is feitelijk ingetrokken.

Dit kiezerskorps bestaat niet meer, en de lijsten, waarop zij moeten worden ingeschreven, werden niet opgemaakt.

Het vraagstuk werd door de wet van 31 Maart 1920 opgelost : « Zoo er tot verkiezingen voor de Wetgevende Kamers dient te worden overgegaan voordat de nieuwe lijsten in voege getreden zijn, zal er gebruik gemaakt worden van de kiezerslijsten, krachtens de wet van 9 Mei 1919 vastgesteld op 25 October van hetzelfde jaar. »

Een tweede maal zal dan de Senaat gekozen worden door een kiezerskorps bestaande uit burgers van 21-jarigen leeftijd (worden echter uitgesloten zij, die dezen leeftijd slechts na den 25^e Augustus 1919 hebben bereikt). Mag men onderstellen dat dit kiezerskorps aan zijne lasthebbers opdracht zal geven, het kiesrecht te onttrekken aan tal van hen, die het reeds uitgeoefend hebben?

Daar valt niet aan te denken.

En na deze dubbelde proefneming zou men, in den tijd dien wij beleven, bezwaarlijk het kiesrecht op 30-jarigen leeftijd billijkerwijs opnieuw kunnen invoeren: het kiesrecht op 30-jarigen leeftijd, wanneer het geldt de begeving van een mandaat van 8 jaren, zou feitelijk op dit neerkomen, dat de kiezer slechts een- of tweemaal in zijn leven zou geroepen worden om zijn wil betreffende de samenstelling van den Senaat te doen gelden.

Het ons, door den Senaat toegezonden voorstel werd aan de Kamer onderworpen tijdens het debat over de te herziene artikelen; het werd verworpen met 111 tegen 48 stemmen. De Kamer heeft daarna, met 115 stemmen tegen 29 en 15 onthoudingen, hare goedkeuring gehecht aan den leeftijd van 21 jaar.

Voorzeker zal zij over een vraagstuk van dergelijk belang zich niet tegenspreken, en uwe Commissie is van gevoelen, dat men dient getrouw te blijven aan de eerst genomen beslissingen.

Nogmaals heeft zij, met 8 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen, den leeftijd van 30 jaren van de hand gewezen.

Mocht de Senaat bij zijn standpunt blijven, dan bleef ook artikel 53 van kracht; het is echter te voorzien dat men, onmiddellijk na de verkiezing,

zou voorstellen den leeftijd voor het kiesrecht tot op 21 jaar te verminderen; tot dit voorstel zou ongetwijfeld eene meerderheid toetreden, en aldus zou het ontwerp van den Senaat vervallen.

VI. — Parlementaire vergoeding.

Daar de redenen, welke de Kamer er toe gebracht hebben deze nieuwe bepaling in de Grondwet op te nemen, niet werden weerlegd, zullen wij er niet op terugkomen. De Commissie van den Senaat, die kennis nam van de voorstellen der Kamer, heeft geene enkele reden toegevoegd aan die, welke vroeger werden aangevoerd om haar verzet te wettigen.

De Kamer heeft zich voor de vergoeding uitgesproken met 100 stemmen tegen 23 en 5 onthoudingen.

Uwe Commissie, die niet voor onverzettelijk wil doorgaan, heeft nochtans naar een middel van overeenkomst uitgezien en zij meende dit te vinden in de eenvoudige intrekking van artikel 37, luidende: « De Senatoren ontvangen noch wedde noch vergoeding ».

Door deze minnelijke schikking, die aangenomen werd met 12 tegen 2 stemmen, zal de vergoeding niet meer in de Grondwet vastgelegd worden, doch het verbod zal er evenmin in behouden blijven. De wetgevende macht zal beraadslagen over de vraag, of eene vergoeding dient toegekend te worden, en, zoo ja, hoeveel die bedragen zal.

VIII. — Oplossing der geschillen.

Het vorige verslag heeft de regeling toegelicht, die door den Senaat wordt voorgesteld ter oplossing van de geschillen.

Uwe Commissie heeft zich daarmee niet vereenigd. De Kamer had daarover geen uitspraak te doen, daar het voorstel van den Senaat haar niet werd voorgelegd.

De Senaat houdt zijne zienswijze staande.

Uwe Commissie blijft de meening toegedaan, dat geschillen over belangrijke zaken niet meer te vreezen zijn in de toekomst dan in het verleden; dat het beste middel om een eind te maken aan eene doorlopende oneenigheid die tusschen beide Kamers zou kunnen oprijzen, zou zijn: de ontbinding van eene of van beide Kamers.

Men moet er bijvoegen dat het voorstel van den Senaat niet zeer duidelijk is. Het voorziet de samenstelling van een Comité, « gelast de twee vergaderingen tot overeenkomst te brengen ». Verder: « het ontwerp, door dit Comité vastgesteld, wordt afzonderlijk aan elke van beide Kamers voorgelegd. »

Hoe zullen de zaken zich voordoen? Ofwel zullen de afgevaardigden het niet eens kunnen worden, en dan blijft de zaak zooals zij was; ofwel zullen zij eene formule tot overeenkomst vinden, en dan moet elke van beide vergaderingen hare meening te kennen geven; wordt de formule aangenomen door de eene en verworpen door de andere, dan kan de Koning ze aan het referendum onderwerpen.

Alleen in de tweede onderstelling zal de voorgestelde bepaling hare uitwerking hebben; zij is niet geschikt om al de geschillen op te lossen.

Kan men zeggen dat het referendum eene voldoende oplossing brengen zal?

Terecht werd gezegd dat het een vrij zonderling denkbeeld is, van het kiezerskorps eene uitspraak te eischen over vraagstukken, tot welker onderzoek het niet voorbereid is, en te stemmen over wetsteksten, waarover Parlementsleden het niet konden eens worden. Welk gezag, denkt men, zal een wetsontwerp hebben, dat onder dergelijke omstandigheden werd goedgekeurd?

Ten slotte spreekt het ontwerp van referendum zonder de na te leven grondregelen aan te wijzen. De zorg daarvan wordt aan de wetgevende macht opgedragen; doch, zoodra er sprake is van het toekennen der macht om wetten aan te nemen, dan behoort de Grondwet zelf te bepalen door wie en onder welke omstandigheden deze aanneming moet geschieden, zooals zij er zorg voor draagt dit te bepalen, wanneer het geldt het kiesrecht vast te stellen.

Om deze redenen en ondanks het verlangen dat uwe Commissie had om in deze zaak aan den Senaat voldoening te schenken, heeft zij, met 11 stemmen tegen 1 en 2 onthouding en, de voorgestelde amendementen verworpen.

Als besluit van deze uiteenzetting legt uwe Commissie u de artikelen, waarvan de tekst hierna volgt, ter goedkeuring voor.

De Verslaggever,

FULG. •MASSON.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

(BIJLAGE VAN N^o 476).

HERZIENING DER GRONDWET.

**Herziening van de artikelen 26, 27, lid 2, 53,
54, 55, 56 en 57.**

TABEL DER TEKSTEN

I.

Tegenwoordige teksten.

ART. 26.

De wetgevende macht wordt **geza-**
menlijk door den Koning, de Kamer
der Volksvertegenwoordigers en den
Senaat uitgeoefend.

ART. 27.

De voordracht behoort aan elken van
de drie takken der wetgevende macht.

II.

**Teksten aangenomen door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 26.

Ongewijzigd.

ART. 27.

De voordracht behoort aan elk van
de drie takken der wetgevende macht.

III.**Teksten aangenomen door den Senaat.****ART. 26.**

De wetgevende macht wordt gezamenlijk door den Koning, de Kamer der Volksvertegenwoordigers en den Senaat uitgeoefend.

Wordt een wetsonwerp, door eene van beide Kamers aangenomen, door de andere verworpen of slechts na wijziging aangenomen, dan wordt het een tweede maal in behandeling genomen in elke van beide Kamers.

Indien het geschil blijft bestaan, benoemt elke Kamer een gelijk getal leden met de opdracht, zich in een gemengd en geheim comiteit te vereenigen om de twee vergaderingen tot overeenstemming te brengen.

Het ontwerp, door dit comiteit samengesteld, wordt afzonderlijk aan elke van beide Kamers voorgelegd.

Wordt het door de eene Kamer aangenomen en door de andere verworpen, dan kan de Koning daarover laten beslissen door het referendum op de wijzen bij de wet voorzien.

Het ontwerp vervalt, indien de meerderheid der kiezers, die aan de stemming deelnamen, zich daarmee niet vereenigt.

Verklaart de meerderheid der kiezers zich voor het ontwerp, dan wordt het aan den Koning tot bekrachtiging anderworpen. (*Aangenomen den 2^e Juni 1921.*)

ART. 27.

De voordracht behoort aan elk van de drie takken der wetgevende macht.

VI.**Teksten voorgesteld door de Commissie.****ART. 26.**

Tegenwoordige tekst van de Grondwet.

ART. 27.

Tekst aangenomen door den Senaat.

Tegenwoordige teksten.

Echter moet elke wet betreffende de ontvangsten of de uitgaven van den Staat ofwel betreffende het legercontingent eerst door de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden aangenomen.

ART. 53.

De Senaat is samengesteld :

1^o Uit leden verkozen, naar gelang der bevolking van iedere provincie, overeenkomstig artikel 47; niettemin mag de wet eischen dat de kiezers ten volle dertig jaar oud zijn. De bepalingen van artikel 48 zijn toepasselijk op de verkiezing dier senatoren;

2^o Uit leden verkozen door de provincieraden, ten getale van twee per provincie die min dan 500,000 inwoners telt, van drie per provincie die van 500,000 tot 1 miljoen inwoners telt, en van vier per provincie met meer dan 1 miljoen inwoners.

Teksten aangenomen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Echter moet elke wet betreffende de Staatsbegrootingen of betreffende het legercontingent eerst door de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden aangenomen.

ART. 53.

De Senaat is samengesteld :

1^o Uit leden, naar de bevolking van elke provincie verkozen overeenkomstig artikel 47. De bepalingen van artikel 48 zijn van toepassing op de verkiezing dezer Senatoren;

2^o Uit leden, door de provinciale raden verkozen naar verhouding van éénen Senator voor elke 200,000 inwoners: elk hooger getal van ten minste 125,000 inwoners geeft recht op een zetel meer.

Hun getal kan echter niet minder bedragen dan drie per provincie, welke de bevolking daarvan ook zij.

De verkiezing der Senatoren geschiedt bij stemming op lijst volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging, door de wet bepaald.

Teksten aangenomen door den Senaat.

§ 2 wordt weggelaten.
(Aangenomen den 2ⁿ Juni 1921.)

ART. 52.

De Senaat is samengesteld :

1° Uit leden, naar de bevolking van elke provincie gekozen overeenkomstig artikel 47 : de kiezers moeten echter volle dertig jaar oud zijn. De bepalingen van artikel 48 zijn van toepassing op de verkiezing dezer Senatoren ;

2° Uit leden, door de provinciale raden gekozen naar verhouding van éénen Senator voor elke 200,000 inwoners : elk hooger getal van ten minste 125,000 inwoners geeft recht op een zetel meer.

Hun getal kan echter niet minder bedragen dan drie per provincie, welke de bevolking daarvan ook zij.

3° Uit leden rechtstreeks benoemd door den Senaat ten bedrage van de helft van het getal Senatoren die door de provinciale raden worden gekozen.

De verkiezing der Senatoren bedoeld in de n^{rs} 2° en 3° geschiedt bij stemming op lijst volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging, door de wet bepaald. (Aangenomen den 19ⁿ Mei 1921).

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 53.

De Senaat is samengesteld :

1° Uit leden, naar de bevolking van elke provincie verkozen overeenkomstig artikel 47 ; de kiezers moeten echter volle 30 jaar oud zijn. Het bepaalde in artikel 48 is van toepassing op de verkiezing dier Senatoren ;

2° Uit leden, door de provinciale raden gekozen naar verhouding van éénen Senator voor elke 200,000 inwoners : elk hooger getal van ten minste 125,000 inwoners geeft recht op een zetel meer.

Hun getal kan echter niet minder bedragen dan drie per provincie, welke de bevolking daarvan ook zij.

3° Uit leden rechtstreeks benoemd door den Senaat ten bedrage van de helft van het getal Senatoren die door de provinciale raden worden gekozen.

De verkiezing der Senatoren bedoeld in de n^{rs} 2° en 3° geschiedt bij stemming op lijst volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging, door de wet bepaald.

De leden worden, na elke vernieuwing van den Senaat, benoemd door de Senatoren, die bij toepassing van de n^{rs} 1° en 2° van dit artikel zijn gekozen.

Tegenwoordige teksten.

ART. 54.

Het getal Senatoren, rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen, is gelijk aan de helft van het getal leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 55.

De Senatoren worden gekozen voor acht jaren; zij worden om de vier jaren bij de helft vernieuwd volgens eenen bij de kieswet bepaalden rooster.

In geval van ontbindig wordt de Senaat geheel vernieuwd.

ART. 56.

Om Senator gekozen te kunnen worden en Senator te blijven, is het noodig:

- 1° Belg te zijn bij geboorte of de groote inburgering bekomen te hebben;
- 2° De burgerlijke- en staatkundige rechten te genieten;
- 3° Woonverblijf in België te hebben;
- 4° Ten minste veertig jaar oud te zijn;

5° Aan de Schatkist van den Staat ten minste 1,200 frank rechtstreeksche belastingen te betalen, patenten bijgegrepen; ofwel eigenaar te zijn of vruchtgebruiker van onroerende goederen in België gelegen, waarvan het kadastraal inkomen ten minste 12,000 frank bedraagt.

In de provinciën, waar het getal dier verkiesbaren tot de verhouding van 1 op

Teksten aangenomen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 54.

Ongewijzigd.

ART. 55.

De Senatoren worden gekozen voor vier jaren; de Senaat wordt om de vier jaren vernieuwd.

ART. 56.

Om tot Senator te kunnen verkozen worden, moet men :

- 1° Belg zijn door geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben;
- 2° Het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° Woonachtig zijn in België;
- 4° Ten minste vertig jaar oud zijn.

Er kan geen andere vereischte tot verkiesbaarheid worden gesteld.

Teksten aangenomen door den Senaat.

ART. 54.

Ongewijzigd.

ART. 55.

De Senatoren worden gekozen voor acht jaren. De Senaat wordt om de acht jaren vernieuwd.

Bij ontbinding van den Senaat kan de Koning de provinciale raden ontbinden. Het besluit tot ontbinding roept de provinciale kiezers binnen veertig dagen en de provinciale raden binnen twee maanden bijeen. (*Aangenomen den 2ⁿ Juni 1921.*)

ART. 56.

Om tot Senator te kunnen gekozen worden, moet men :

- 1° Belg zijn door geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben;
 - 2° Het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
 - 3° Woonachtig zijn in België;
 - 4° Ten minste veertig jaar oud zijn.
- (*Aangenomen den 25ⁿ Mei 1921.*)

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 54.

Ongewijzigd.

ART. 55.

Behoud van den tekst, in eerste lezing aangenomen door de Kamer.

ART. 56.

Tekst van den Senaat.

Tegenwoordige teksten.

5,000 inwoners niet komt, wordt de lijst aangevuld met de hoogst aangeslagenen der provincie, tot die verhouding bereikt zij. De burgers, op de aanvullende lijst gebracht, zijn slechts verkiesbaar in de provincie waar zij hun woonverblijf hebben.

ART. 56^{bis}.

De Senatoren, door de provincieraden gekozen, zijn ontslagen van alle voorwaarde van cijns; zij mogen niet behoorren tot de vergadering die ze kiest, noch er deel van gemaakt hebben tijdens het jaar der kiezing of gedurende de twee voorafgaande jaren.

ART. 57,

De Senatoren ontvangen noch jaarwedde, noch vergoeding.

Teksten aangenomen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 56^{bis} (1).

De Senatoren, door de provinciale raden verkozen, moeten voldoen aan de vereischten gesteld bij artikel 56; zij mogen niet deel uitmaken van de vergadering, die hen verkiest, noch daarvan deel uitgemaakt hebben gedurende het jaar der verkiezing of gedurende de twee vorige jaren.

ART. 57.

Elk lid van den Senaat geniet eene jaarlijksche, door de wet te bepalen vergoeding.

Daarenboven heeft hij recht tot het vrij verkeer op al de verkeerswegen, door den Staat in bedrijf genomen of in concessie gegeven.

Door de wet wordt bepaald van welke vervoermiddelen, buiten bovengemelde wegen, de Senatoren kosteloos gebruik mogen maken.

Een jaarlijksche vergoeding, aan te rekenen op de dotatie bestemd tot bestrijding der uitgaven van den Senaat, kan aan den Voorzitter dezer vergadering worden verleend.

De Senaat bepaalt welke afhoudingen van de vergoeding mogen gedaan worden tot bijdrage in de lijfrente- of pensioen-kassen, welke hij nuttig acht tot stand te brengen.

(1) De tekst van de Kamer werd door den Senaat aangenomen.

Teksten aangenomen door den Senaat

Teksten voorgesteld door de Commissie.

ART. 57.

Behoud van den tegenwoordigen tekst.

ART. 57.

Artikel 57 wordt ingetrokken.

Tegenwoordige teksten.

Teksten aangenomen door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.

Overgangsbepaling (1).

De vrouwen, toegelaten tot het stemrecht voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers te zamen met de burgers bedoeld in artikel 47 der Grondwet, worden eveneens toegelaten tot het deelnemen aan de verkiezing der leden van den Senaat bedoeld in n° 1° van artikel 53.

(1) Deze tekst werd door den Senaat aangenomen.

Teksten aangenomen door den Senaat.

Teksten voorgesteld door de Commissie.